

◀ Communiqué de la fédération SUD éducation ▶

Réformes Blanquer : un lycée « à la carte » et un bac maison au service du tri social

La fédération SUD éducation a pris connaissance des annonces faites le 14 février par le Ministre de l'éducation nationale concernant la réforme du bac et du lycée.

Les annonces restent sur certains points très floues. Beaucoup des propositions du rapport Mathiot semblent n'avoir pas été retenues, au terme d'un processus dont on peut se demander à quoi il aura servi sinon à donner l'illusion de la concertation. Car les grandes options définies avant même ce rapport par E. Macron et J-M. Blanquer sont confirmées.

Un lycée « à la carte »

La fin des séries actuelles est confirmée pour la voie générale, au profit d'un lycée "à la carte" comprenant une trentaine de parcours liés à des "spécialités" (les lycées ne proposeront donc pas tous les mêmes spécialités). L'élève devient l'auto-entrepreneur de sa scolarité, toujours davantage responsable individuellement de ses choix, de ses « réussites » ou de ses « échecs ». SUD éducation s'inquiète des volumes horaires prévus : il est difficile de ne pas voir les économies qui motivent ces choix.

⇒ **Ce projet s'inscrit pleinement dans le cadre néolibéral des politiques du gouvernement.**

Un bac "maison"

L'extension du contrôle continu et la mise en place de partiels corrigés par les enseignant-e-s de l'établissement (pour les matières du socle commun à hauteur de 40% de la note finale) contribuent à localiser le bac, vers des bacs « maison » dépendant de l'établissement, cassant ainsi sa valeur nationale. Cela s'inscrit dans le vaste projet de mettre fin aux diplômes, aux qualifications et aux garanties collectives.

⇒ **Cette réforme entraînera encore davantage d'inégalités entre les établissements.**

Une réforme au service du tri social

Cette réforme est celle de l'adaptation du lycée et du bac aux exigences de la sélection généralisée pour l'accès aux études supérieures via Parcoursup. Les parcours du lycée correspondront aux attendus définis par chaque filière post-bac. Les élèves ne possédant pas l'ensemble des codes seront encore moins en mesure d'appréhender les parcours alors que les élèves dont le milieu socio-culturel le permettra sauront choisir les parcours les plus valorisants.

⇒ **Cette réforme se fera donc au détriment des élèves des classes populaires.**

Pour SUD éducation, l'heure est à la lutte pour le retrait des réformes du baccalauréat, du lycée et de l'accès aux études supérieures, qui forment un tout sinistrement cohérent.

Les revendications de SUD pour un lycée égalitaire

Dans l'immédiat, SUD éducation revendique le maintien du cadre national du baccalauréat, qui doit rester le premier grade universitaire, contre toute tentative de localisation. Nous refusons toute hiérarchisation entre les disciplines par une différenciation entre celles qui donneront lieu à examen terminal ou non. Nous défendons le droit à l'anonymat des élèves pour les épreuves certificatives.

Pour favoriser l'égalité du droit à l'éducation, la réduction des effectifs par classe et la mise en place de dédoublements systématiques sont des exigences essentielles, à l'opposé de la politique d'austérité, de suppression de postes et d'autonomie des établissements.

Plus la scolarité est commune, moins elle est inégalitaire : SUD éducation inscrit son combat dans la perspective de l'abolition du système hiérarchisé actuel qui fonctionne sur un modèle d'orientation et de sélection des élèves. Nous portons un projet de lycée unique polytechnique, avec un enseignement qui garantisse à tou·te·s les élèves l'appropriation de tous les types de savoirs – qu'ils soient manuels, techniques, artistiques ou théoriques – reposant sur des pratiques pédagogiques coopératives et émancipatrices.